

Mouvement des Gilets jaunes



Cet article concerne un événement récent ou en cours. Ces informations peuvent manquer de recul, ne pas prendre en compte des développements récents ou changer à mesure que l'événement progresse. Le titre lui-même peut être provisoire. N'hésitez pas à l'améliorer en veillant à **citer vos sources**.

La dernière modification de cette page a été faite le 2 décembre 2018 à 00:09.

→ Sur **Wikinews**, voir aussi : "**Gilets jaunes**" : **troisième week-end de mobilisation**.

Le **mouvement des Gilets jaunes** — du nom des **gilets de haute visibilité** de couleur jaune portés par les manifestants — est un **mouvement de protestation**, non structuré, apparu à la fin de l'année 2018 en **France**, dans la plupart des départements. Il s'est étendu, dans de moindres proportions, en **Belgique**.

Au départ centrée sur la hausse des prix du **carburant automobile** (elle-même liée pour partie à l'augmentation de la taxe sur les **produits pétroliers**), la contestation s'élargit rapidement à d'autres revendications, portant sur le **pouvoir d'achat** des **classes moyennes** et **populaires**, notamment rurales et **périurbaines**, ou encore la démission du **président de la République française**, **Emmanuel Macron**.

À la manière d'une **jacquerie**, cette mobilisation trouve son origine dans la diffusion sur les **réseaux sociaux** d'appels de citoyens à manifester. Présentée par les médias comme **spontanée** et **apolitique**, elle s'organise autour d'une première manifestation nationale le 17 novembre 2018, puis de prolongements. À l'issue des protestations, on compte deux morts et des centaines de blessés ainsi que d'importants dégâts matériels, en particulier à **Paris** du fait de **casseurs**. Des centaines de manifestants sont arrêtés. Les manifestations se

Mouvement des Gilets jaunes



Manifestants autour d'un rond-point à **Vesoul** (**Haute-Saône**).

Informations

Date	Depuis le 21 octobre 2018 (évocation de la pétition dans la presse)
Localisation	France Belgique

Caractéristiques

Organisateurs	Mouvement non structuré
Participants	Pic à 287 710 personnes le 17 novembre 2018 (selon le ministère de l'Intérieur)
Revendications	Baisse de la fiscalité sur les carburants automobiles et amélioration du pouvoir d'achat
Types de manifestations	Manifestations, port de gilet de haute visibilité , blocages d'axes routiers

Répression

Arrestations	Au 24 novembre 2018 : 780
---------------------	--

Bilan humain

Blessés	Au 29 novembre 2018 : 885 (manifestants, policiers et automobilistes)
Morts	2 (une femme sur un barrage et un

répètent les samedis suivants 24

novembre sur les [Champs Elysées](#) et 1^{er}

décembre dans le quartier de l'Etoile à

Paris, quand elles atteignent un degré de violence rarement vu (affrontement avec les forces de l'ordre, incendies de voitures, pillages de magasins).

Le mouvement, qui reçoit le soutien de la majorité de l'opinion publique, suscite l'attention de la classe politique. Il est ouvertement soutenu par plusieurs dirigeants de partis politiques d'opposition (notamment [Marine Le Pen](#), [Jean-Luc Mélenchon](#), [Laurent Wauquiez](#) et [Jean Lassalle](#)).

motard)

[modifier](#)



Sommaire [\[masquer\]](#)

1 [Contexte](#)

- 1.1 [Prix des carburants](#)
- 1.2 [Question de la perte de pouvoir d'achat](#)
- 1.3 [Défiance vis-à-vis de la classe politique et des corps intermédiaires](#)
- 1.4 [Sentiment de délaissement de certains territoires](#)

2 [Chronologie en France](#)

- 2.1 [Origine et appel au mouvement](#)
- 2.2 [Prémices et premières actions](#)
- 2.3 [Semaine 1 : du 17 au 23 novembre 2018](#)
- 2.4 [Semaine 2 : du 24 novembre au 30 novembre 2018](#)
- 2.5 [Semaine 3 : depuis le 1^{er} décembre 2018](#)

3 [Perception du mouvement](#)

- 3.1 [Objectifs poursuivis](#)
- 3.2 [Profil des manifestants](#)
- 3.3 [Figures émergentes](#)
- 3.4 [Utilisation du gilet jaune](#)
- 3.5 [Parallèle avec le passé](#)

4 [Popularité du mouvement](#)

- 4.1 [Sondages](#)
- 4.2 [Couverture médiatique](#)

5 [Réactions vis-à-vis du mouvement](#)

- 5.1 [Classe politique](#)
- 5.2 [Syndicats professionnels](#)
- 5.3 [Célébrités médiatiques](#)
- 5.4 [Associations](#)
- 5.5 [Opposants](#)

6 [Revendications liées au prix des carburants](#)

- 6.1 [Évolution du prix des carburants](#)
- 6.2 [Évolution des taxes](#)
- 6.3 [Réponses de l'exécutif](#)

7 [Autres revendications](#)

8 [Conséquences](#)

- 8.1 [Bilan humain](#)
- 8.2 [Bilan économique](#)
- 8.3 [Aspects politiques](#)

9 [Extension de la manifestation aux pays voisins](#)

- 9.1 [Allemagne](#)
- 9.2 [Belgique](#)
- 9.3 [Bulgarie](#)
- 9.4 [Pays-Bas](#)
- 10 [Manifestations similaires](#)
 - 10.1 [En France](#)
 - 10.2 [Au Royaume-Uni](#)
- 11 [Notes et références](#)
 - 11.1 [Notes](#)
 - 11.2 [Références](#)
- 12 [Voir aussi](#)
 - 12.1 [Bibliographie](#)
 - 12.2 [Articles connexes](#)
 - 12.3 [Lien externe](#)

Contexte

A posteriori, différents commentateurs des médias ou politiques identifient différents indicateurs caractérisant un contexte propice à l'expression d'un mécontentement populaire : prix des carburants et [taxe carbone](#), sentiment de perte de [pouvoir d'achat](#), défiance vis-à-vis de la classe politique et des [corps intermédiaires](#), sentiment de délaissement de certains territoires.

Prix des carburants

 Articles connexes : [Prix des carburants en France](#), [Taxe carbone en France](#) et [Émission de dioxyde de carbone](#).

Perspective historique

De l'analyse de l'évolution du prix à la pompe de l'essence depuis 1960, il ressort que le prix fin 2017 se situait à la moyenne des prix depuis 1960^a. Concernant l'évolution des prix en salaire horaire courant, il était possible pour une heure de [SMIC](#) en 1973 d'acheter trois litres d'essence, contre six litres en 2018⁴.

Le ressenti de la situation réelle est totalement différent, compte tenu de l'évolution sociologique de la mobilité routière. Le facteur de l'étalement urbain, qui incite les personnes habitant en zones périurbaines à prendre de plus en plus leurs voitures, a fortiori dans un couple où les deux travaillent et ont besoin chacun d'un véhicule, est probablement le plus déterminant pour expliquer cette différence entre relative stagnation du prix en euros constants et sensation de perte de pouvoir d'achat liée à la voiture⁵.



Évolution récente

Entre octobre 2017 et octobre 2018, le « prix à la pompe » des carburants a sensiblement augmenté : environ 23 % pour le gazole et 15 % pour l'essence⁶. Les 28 pays de l'Union européenne appliquaient tous, en mars 2018, un taux de taxes supérieur à 52 % ; la France se situe dans la moyenne haute, mais à un taux légèrement inférieur à ceux des pays limitrophes, excepté l'[Espagne](#) et le [Luxembourg](#)⁷.

Si l'augmentation du 1^{er} janvier 2018 décidée par le [gouvernement Philippe](#) en lien avec la [transition énergétique](#) n'est que 7,6 centimes pour le gazole et de 3,9 centimes pour le super — soit une augmentation de 5 % pour le gazole et de 3 % pour le super^b —, c'est cet aspect de taxe carbone que le ressentiment se cristallise^{8,9}.

Transition énergétique et taxes

En 2012, le nouveau président de la République, [François Hollande](#), annonce la mise en place de la politique de transition énergétique^{c,10,d,11}. Celle-ci est notamment déclinée dans la [loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique](#)¹². Pour modifier les comportements en matière d'émissions de CO₂, une taxe proportionnelle au contenu en CO₂ est instaurée en 2014 en France pour les [combustibles fossiles](#), sous la forme d'une composante carbone dans les taxes intérieures de consommation d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). De 7 € au départ, la valeur de la tonne de CO₂ (tCO₂) est portée progressivement à 30,5 € en 2017, avec un objectif de 100 € en 2030. Compte tenu des cours bas du pétrole et du gaz, cette hausse de la fiscalité est d'abord peu ressentie, mais une disposition de la loi de finances pour 2018 donne un coup d'accélérateur à l'augmentation de la taxe : le texte prévoit qu'elle soit multipliée par presque trois en 5 ans pour atteindre 86 €/tCO₂ dès 2022, contre 65 €/tCO₂ initialement prévu dans la loi du 17 août 2015¹³. Cette dernière décision concerne toutes les énergies fossiles, dont les carburants.

La hausse de la [taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques](#) (TICPE) est adoptée à l'automne 2017 sur proposition du [gouvernement d'Édouard Philippe](#). La majorité sénatoriale [LR-UDI](#) avait alerté sur le risque de grogne sociale. [Ronan Dantec](#), sénateur [Europe Écologie Les Verts](#) avait déclaré : « Il nous faut gagner l'appui des territoires, car ce sont ceux qui habitent dans les zones périurbaines qui subiront le plus l'augmentation de la fiscalité, parce que condamnés à la mobilité thermique aujourd'hui. Si vous ne les aidez pas, cela ne marchera pas. »¹⁴

Prévision de l'évolution du montant de la TICPE^{15,16}

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TICPE Gazole-B7 (en €/l)	0,53	0,59	0,65	0,70	0,75	0,78
TICPE SP 95-E10 (en €/l)	0,63	0,66	0,69	0,71	0,73	0,76

[Le Figaro](#) du 12 novembre 2018 indique que « la taxe sur les hydrocarbures, qui constitue environ 60 % du prix du carburant, ne profite que partiellement à la transition énergétique » et que les hausses annoncées par le gouvernement « bénéficieront presque entièrement au budget général de l'État »¹⁷.

Question de la perte de pouvoir d'achat

 Articles connexes : [Précarité](#) et [Paupérisation](#).

Le sentiment de perte de [pouvoir d'achat](#) est également une des raisons invoquées par de nombreux observateurs. Selon un sondage [Ifop](#) publié par [Le Journal du dimanche](#) le 18 novembre 2018, 62 % des [Français](#) jugent qu'il faut « donner la priorité au pouvoir d'achat quitte à aller moins rapidement sur la [transition énergétique](#) » dans les prochaines années^{18,19}.

L'édition 2018 du « Portrait social de la France » de [l'Insee](#) indique que le revenu disponible moyen par ménage — à savoir ce qui reste aux ménages une fois déduits impôts et cotisations — en euros constants est en 2016 inférieur de 1,2 % à son niveau de 2008, soit 440 euros annuels

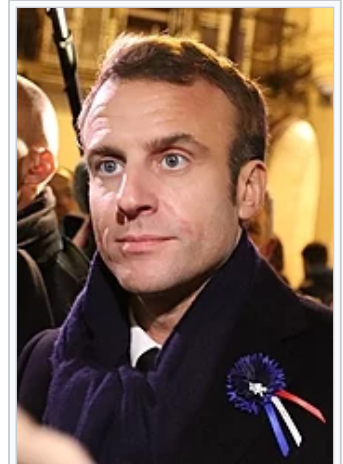
de moins²⁰. Selon l'étude, les réformes socio-fiscales engagées en sont la principale cause. La baisse de revenus concerne une grande partie de la classe moyenne (67 %), impactée par la hausse des cotisations sociales et des prélèvements sur les revenus du capital^e. L'Insee indique que les ménages les plus aisés ont, eux, vu leur revenu disponible annuel diminuer de 5,1 %. Si les 5 % les plus modestes ont connu un gain de revenu disponible annuel de quelque 450 euros et les 5 % au-dessus de 890 euros du fait des réformes des prestations (revalorisation des minima sociaux, création de la prime d'activité, etc.), un tiers des ménages les plus modestes ont subi une baisse de revenus^{21, 22, 23}.

Parallèlement à cette vision sur la période 2008-2016, une vision à plus court terme sur les derniers mois fait apparaître un net ralentissement de la **croissance économique** et du pouvoir d'achat au premier semestre 2018. Selon le point de conjoncture de l'Insee d'octobre 2018, la consommation des ménages devrait toutefois s'accroître au second semestre sous l'effet de l'entrée en vigueur de mesures prises par le gouvernement, mais le sentiment de la population ne peut résulter que d'une réalité passée, d'où un ressentiment fort en la matière, particulièrement de ceux qui peuvent avoir été affectés par certaines taxes comme celles sur le **tabac** et l'alcool²⁴.

Défiance vis-à-vis de la classe politique et des corps intermédiaires

En 2014, un sondage **Ipsos-Sterea** réalisé pour le journal *Le Monde* indique qu'une large majorité de Français estime que le **régime démocratique** est « le meilleur possible » (76 %) et qu'il s'agit du « moyen le plus efficace d'assurer le développement économique d'un pays » (80 %). Cependant, 63 % des sondés estiment que le système démocratique « fonctionne de moins en moins bien » et seuls 4 % se sentent de « plus en plus entendus »²⁵. Dans ce contexte, le taux d'abstention aux élections augmente pour atteindre des niveaux records sous la **V^e République**^{26, 27, 28}.

En 2017, cette défiance se renforce et conduit à un mouvement de type « **dégagisme** ». L'**élection d'Emmanuel Macron** à la présidence de la République est suivie par la défaite des partis politiques traditionnels lors des **élections législatives**^{29, 30}. Mais Emmanuel Macron perd rapidement en popularité et cristallise le mécontentement, paraissant éloigné du peuple de par ses déclarations et ses mesures économiques³¹.



Emmanuel Macron le 9 novembre 2018.

Parallèlement, les **syndicats professionnels** connaissent une érosion continue de leurs adhérents^{32, 33}.

C'est ainsi que, fin 2018, certains Gilets jaunes ont la volonté de « renverser les élites », qu'elles soient politiques ou syndicales³⁴, en demandant par exemple la dissolution de l'**Assemblée nationale**³⁵. Une partie d'entre eux aspire à la mise en place d'une démocratie **illibérale** — sur le modèle de celle mise en place par **Viktor Orbán** en **Hongrie** —, qui signifierait pour eux plus de pouvoir qu'avec une démocratie à la française³⁴. Quelques individus radicalisés s'en prennent en outre physiquement à certains élus³⁶.

Sentiment de délaissement de certains territoires

 Articles connexes : [Urbanisation](#), [Périurbanisation](#), [Ségrégation sociale](#) et [Désindustrialisation](#).

Une enquête publiée en novembre 2017 par le [Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie](#) (Crédoc) sur le lien des Français à leur territoires met en avant un sentiment de délaissement par les pouvoirs publics de certaines franges de la population. Si près de neuf Français sur dix sont satisfaits de leur [cadre de vie](#) (en particulier lorsqu'on s'éloigne des zones à forte [densité urbaine](#)), trois personnes sur dix estiment vivre dans un territoire délaissé, un sentiment d'abandon qui est à la fois géographique et social³⁷. Il est plus fort dans les territoires situés en dehors des grandes aires urbaines. Plus de la moitié (53 %) des Français qui se déclarent délaissés ne souhaitent pas [déménager](#) vers un territoire plus attractif pour des raisons économiques et sociales (difficulté à retrouver un emploi, perte du réseau relationnel, coût financier d'un déménagement, etc.). Trois personnes interrogées sur quatre privilégient la possibilité de réaliser leurs projets là où elles vivent^{38, 39}.

Chronologie en France

Origine et appel au mouvement

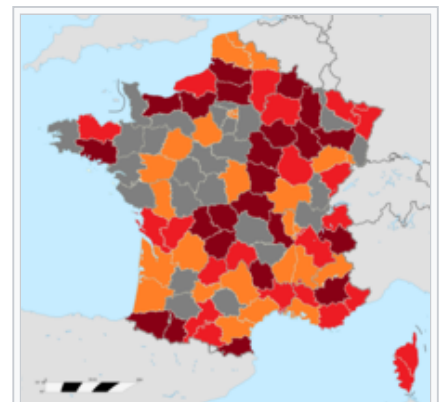
Contrairement aux manifestations antérieures liées au carburant qui étaient lancées et organisées par des organisations syndicales, cette manifestation a été lancée et s'est développée initialement exclusivement via le web au travers des médias sociaux ([Facebook](#), [Twitter](#), [Youtube](#)) ou de plateformes dédiées.

En mai 2018, une automobiliste originaire de [Seine-et-Marne](#), Priscilla Ludosky, lance une pétition en ligne pour réclamer une baisse des prix du carburant à la pompe, en ciblant en introduction la hausse de 7,6 centimes/litre pour le gazole et de 3,8 centimes/litre pour l'essence entrée en vigueur en janvier 2018 et l'importance des taxes rapportées au coût du produit^{40, 41}. La pétition connaît un important succès à partir d'octobre 2018 et dépasse le million de signatures à la fin du mois de novembre suivant^{40, 42}.

En parallèle, en octobre 2018, un chauffeur routier [francilien](#), Éric Drouet, lance sur Facebook un appel à bloquer le [boulevard périphérique de Paris](#) le 17 novembre 2018^{43, 44}. Cette idée est reprise par d'autres protagonistes, qui prônent le blocage des routes dans divers départements français. Des groupes locaux apparaissent pour atteindre la centaine à la fin du mois d'octobre. Plusieurs vidéos deviennent virales, dont celle d'une Bretonne, Jacqueline Mouraud, qui comptabilise en novembre plus de six millions de vues, et celle d'un délégué de [Debout la France](#), Frank Buhler, qui est visionnée plus de cinq millions de fois⁴⁵.

Prémices et premières actions

Le 9 novembre 2018, lors de la venue du président de la République dans la ville d'[Albert](#), dans la [Somme](#), à l'occasion des cérémonies de commémoration de l'[armistice de 1918](#), quelques manifestants liés au mouvement des Gilets jaunes tentent de rencontrer [Emmanuel Macron](#), mais ils sont refoulés par la police assurant la sécurité du chef de l'État⁴⁷. Les 10 et 15 novembre 2018, quelques militants rattachés au mouvement décident de bloquer symboliquement un rond-point au [Neubourg](#), dans le département de l'[Eure](#)⁴⁸. Le 14 novembre 2018, le maire de [Morbecque](#), dans le [département du Nord](#), fait apposer une immense



Pourcentage de Gilets jaunes rapporté à la population (selon une

affiche représentant un gilet jaune sur la façade de l'hôtel de ville, en signe de soutien au mouvement⁴⁹.

Lors d'un entretien diffusé ce 14 novembre sur la chaîne de télévision française **TF1**, **Emmanuel Macron** déclare :

« Ils ont le droit de manifester. Je veux comprendre. Je dis méfiance, il y a beaucoup de gens qui veulent récupérer ce mouvement. » Mais le président ne revient pas sur les décisions gouvernementales concernant l'augmentation de la taxation des carburants⁵⁰. Dans le même temps, le gouvernement lance une nouvelle campagne de communication sur la lutte contre la **pollution atmosphérique**, inspirée des campagnes anti-tabac des années précédentes. Cette campagne débute quatre jours avant la journée de mouvement global de blocage des Gilets jaunes. Questionné par l'**AFP**, un conseiller gouvernemental a confirmé que cette campagne a été volontairement lancée durant cette période⁵¹.

Le 15 novembre 2018, une « **opération péage gratuit** » est organisée dans la région de **Pau**, en plus d'une **opération escargot** sur la rocade qui s'est terminée par l'occupation de la barrière de **péage** de l'autoroute **A64**⁵².

Quelques jours avant l'opération du 17 novembre, le Premier ministre, **Édouard Philippe**, déclare à ce sujet : « Si quelqu'un dit « je vais bloquer », il sait que, ce faisant, il prend un risque... »⁵³.

Semaine 1 : du 17 au 23 novembre 2018

Samedi 17 novembre 2018

Le 17 novembre 2018, le mouvement commence très tôt à Paris, avec le blocage du **périphérique** dès 7 h 30, après un rassemblement organisé à la **Porte Maillot**⁵⁴.

Au cours d'une manifestation non déclarée organisée au **Pont-de-Beauvoisin** en **Savoie**, une automobiliste, perturbée par plusieurs manifestants qui auraient frappé sa voiture alors qu'elle force le barrage, panique et accélère pour se dégager, heurtant mortellement une manifestante de 63 ans, Chantal Mazet, jeune retraitée⁵⁵. Un piéton, renversé à **Arras**, dans le **département du Pas-de-Calais**, a été transporté à l'hôpital en urgence absolue et divers incidents ont entraîné seize blessés légers, selon le **ministère de l'Intérieur**⁵⁶. Au cours des manifestations, des agressions ou actes homophobes, racistes et islamophobes sont recensés^{57, 58, 59, 60, 61, 62}.

En début d'après-midi, plusieurs dizaines de manifestants défilent sur l'avenue des Champs-Élysées, au niveau de la **place Charles-de-Gaulle**⁶³, puis ils se dirigent vers le **palais de l'Élysée** avant de se retrouver bloqués sur la **place de la Concorde**⁶⁴. À **Troyes** dans l'**Aube**, un groupe estimé à deux cents personnes s'est introduit l'après-midi dans la cour et le hall de la préfecture et a été refoulé par les forces de l'ordre⁶⁵.

Photos et vidéo des manifestations en France du 17 novembre 2018.

carte réalisée par le géographe **Hervé Le Bras**⁴⁶

- de 1,8 % à 6,8 %
- de 1 % à 1,8 %
- de 0,3 % à 1 %
- de 0,04 % à 0,3 %



Manifestation de Gilets jaunes sur l'A51, près de [Grenoble](#) dans l'[Isère](#).



Manifestation de Gilets jaunes sur l'A51, près de Grenoble.



Rassemblement de Gilets jaunes à [Verdun](#), dans la [Meuse](#).



Manifestation de Gilets jaunes à [Belfort](#) ([Territoire de Belfort](#)).

Le lendemain, le ministère de l'Intérieur communique ses chiffres pour la journée du 17⁶⁶ : un pic de 287 710 manifestants à 17 h dans toute la France⁶⁷, 2 034 manifestations (sites occupés), un mort, 409 personnes blessées, 117 interpellations ayant donné lieu à 73 gardes à vue. Des élus de droite comme de gauche dénoncent la sous évaluation volontaire des chiffres par le ministère de l'Intérieur⁶⁸.

Jours suivants

Le 18 novembre, vers 10 h, des manifestants arborant des gilets jaunes se rendent en cortège de voitures au parking de [Disneyland Paris](#) dont ils organisent la gratuité⁶⁹. Plusieurs blocages étaient encore en cours ce jour-là⁷⁰. Selon une source policière, 46 000 personnes restent mobilisées⁷¹.

D'après le ministère de l'Intérieur, 27 000 personnes manifestent le 19 novembre⁷².

Le 20 novembre, une source policière indique que 10 500 personnes sont mobilisées⁷³. Un [couvre-feu](#) est instauré du 20 au 24, de 21 h à 6 h, dans quatorze villes de l'île de [La Réunion](#)⁷⁴.

Plus de 650 interpellations et près de 500 gardes à vue ont lieu le 21 novembre⁷⁵. Emmanuel Macron annonce mobiliser l'armée à la suite de débordements survenus sur l'île de La Réunion⁷⁶. Le ministère de l'Intérieur indique que la journée a compté 15 000 personnes Gilets jaunes actifs⁷⁷.

Le 23 novembre, sur le parking d'un centre commercial à [Angers](#), un Gilet jaune portant une charge explosive autour du cou menace de se faire exploser si Emmanuel Macron ne reçoit pas le mouvement à l'[Élysée](#). Le forcené se rend après six heures de négociations avec les forces de l'ordre^{78, 79}.



Deuxième jour de blocage sur la [voie rapide urbaine de Chambéry](#), le 18 novembre.

Semaine 2 : du 24 novembre au 30 novembre 2018

Samedi 24 novembre 2018

Dès la fin de la journée de mobilisation du 17 novembre, des appels à manifester à Paris sont publiés sur les réseaux sociaux. Un rassemblement sur l'[avenue des Champs-Élysées](#) ou à la [place de la Concorde](#) est envisagé, mais le gouvernement s'y oppose et propose le [Champ-de-Mars](#), ce qui suscite des critiques de figures des Gilets jaunes et de personnalités politiques^{80, 81}. Les Gilets jaunes apparaissent divisés sur la stratégie à adopter, certains souhaitant se rendre massivement à Paris tandis que d'autres veulent continuer à bloquer le reste du pays^{82, 83}.



Intervention de CRS à Paris le 24 novembre.

Le 24 novembre, de nombreux barrages policiers sont installés à Paris. Mais face à l'importance de la foule, les forces de l'ordre laissent les Gilets jaunes pénétrer sur l'avenue des Champs-Élysées, où des barricades sont dressées. À plusieurs endroits, les manifestants sont dispersés au moyen de [gaz lacrymogènes](#) et [canons à eau](#)^{84, 85}. Des incidents font 24 blessés, dont cinq issus des forces de l'ordre, et conduisent à 101 arrestations^{84, 86}. Une polémique intervient concernant l'origine des violences : le gouvernement accuse l'[ultra-droite](#)⁸⁷ mais les violences semblent en réalité impulsées par des groupes d'extrême gauche, rejoints par des manifestants non organisés d'origines diverses, ce que confirmeront les sources policières à la suite des 101 interpellations^{88, 89}.

À 17 heures, le ministère de l'Intérieur fournit les chiffres de 106 301 manifestants, dont 8 000 à Paris (5 000 sur les Champs-Élysées)⁹⁰. Comme la semaine précédente, les chiffres du ministère sont contestés par des médias et opposants au gouvernement⁹¹.

Jours suivants

Les jours suivants, plusieurs affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont lieu à Calais^{92, 93}.

Le 26 novembre, plusieurs policiers affichent leur soutien au mouvement et appellent leurs collègues à arborer le gilet jaune⁹⁴.



Gilets jaunes installés sur un [carrefour](#) à [Menoncourt](#) (Territoire de Belfort) le 25 novembre.

Semaine 3 : depuis le 1^{er} décembre 2018



Cette section est liée à un [événement en cours](#) (décembre 2018).

Les informations peuvent fréquemment changer suivant l'évolution des événements et de l'actualité.

Samedi 1^{er} décembre 2018

Sur l'ensemble du territoire de nombreux barrages filtrants ou bloquants ont été mis en place. Des opérations péage gratuit sont également menées⁹⁵.

À Paris, des incidents ont lieu, impliquant des casseurs^{96, 97}. La préfecture de police indique que 110 personnes ont été blessées, dont 17 parmi les forces de l'ordre, et que 270 arrestations ont eu lieu⁹⁸. Le ministère de l'Intérieur compte 75 000 manifestants à 15 heures en France⁹⁹.

Durant cette journée, l'**Arc de triomphe** s'est fait taguer par des Gilets jaunes casqués et encagoulés¹⁰⁰. Aussi, la préfecture de **Haute-Loire** est incendiée avec des projectiles de type **cocktail Molotov** alors que certains manifestants tentent d'empêcher les camions de pompiers d'accéder aux incendies¹⁰¹. Pour tenter d'apaiser la situation, la préfecture reçoit une délégation des Gilets jaunes et indique qu'elle transmettra leurs revendications au gouvernement¹⁰¹.

À Toulouse, la circulation est paralysée sur le tronçon de l'A61 situé entre **Villefranche-de-Lauragais** et **Labège**. Les gilets jaunes se repositionnent sur les péages pour la troisième fois après s'être fait délogés dans le calme¹⁰². Le métro est également arrêté¹⁰³.

Perception du mouvement

Objectifs poursuivis

Le mouvement n'étant ni structuré, ni centralisé, des revendications diverses sont évoquées. Selon des manifestants, les revendications ne concernent pas uniquement le prix des carburants, mais aussi le prix des **péages**, du **contrôle technique des véhicules**, des mesures défavorables aux **automobilistes**, et parfois la **CSG**, les **retraites**, l'éducation et la **dangerosité des onze vaccins obligatoires**^{104, 105}. Pour **Frédéric Dabi**, directeur général adjoint de l'**Ifop**, « le mouvement des Gilets jaunes est la cristallisation d'un mécontentement massif des Français sur le pouvoir d'achat, dont le révélateur est le carburant »¹⁰⁴.

Profil des manifestants

Sociologiquement, les manifestants sont principalement issus des villes périphériques et de la ruralité, et représentent les classes moyennes, ouvriers, petits salariés, indépendants et retraités, se sentant méprisés par des élites urbaines qu'ils estiment déconnectées des territoires¹⁰⁶ [réf. insuffisante].

Sa spontanéité, l'absence d'encadrement partisan, de structure et de revendications claires ont fait que le mouvement, en grande partie provincial et rural, a été analysé comme une **jacquerie** numérique, c'est-à-dire un mouvement de colère populaire dû à une fiscalité jugée injuste ou mal répartie^{107, 108, 109}.

Le démographe **Hervé Le Bras**, en cartographiant ce mouvement, fait apparaître une forte mobilisation dans la « **diagonale du vide** », qui va de la **Meuse** aux **Landes**¹¹⁰. En revanche, le mouvement rencontre un faible écho dans des territoires urbains comme la **Seine-Saint-Denis**¹¹¹.



Panneau revendicatif posé le 17 novembre, à Belfort.

Pour Vincent Tiberj, professeur à l'IEP de Bordeaux, les Gilets jaunes « incarnent ce que le sociologue Olivier Schwartz appelle les « petits moyens » : ils travaillent, paient des impôts et gagnent trop pour être aidés et pas assez pour bien vivre »¹¹².

Die Welt indique que le mouvement constitue « le symptôme d'une rupture entre la classe dirigeante et des citoyens dont elle est toujours plus éloignée »¹¹³. La *Süddeutsche Zeitung* y voit « la rébellion d'une classe moyenne qui se sent marginalisée socialement et géographiquement par les personnes les mieux rémunérées des grandes villes »¹¹³.

Figures émergentes

Non structuré, le mouvement des Gilets jaunes n'a pas de représentant désigné¹¹⁴.

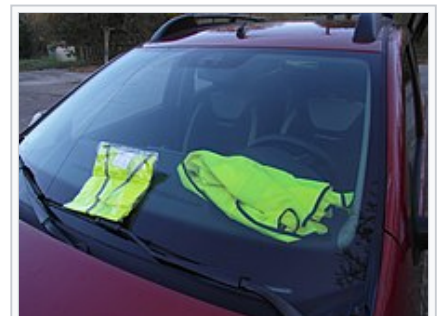
Éric Drouet, chauffeur routier francilien de 33 ans, est l'auteur sur Facebook des appels aux rassemblements des 17 et 24 novembre 2018¹¹⁵. Priscilla Ludosky, une Francilienne de 33 ans également, est à l'origine d'une pétition appelant à la baisse des prix du carburant qui dépasse le million de signatures à la fin du mois de novembre 2018¹¹⁶.

Jacline Mouraud, une mère de famille bretonne de 51 ans, est également une des principales personnes à l'origine du mouvement, sa vidéo à l'adresse d'Emmanuel Macron et de sa politique fiscale ayant été vue au 20 novembre plus de six millions de fois sur les réseaux sociaux¹¹⁷. À ce titre, elle est invitée par plusieurs chaînes de radio et télévision^{118, 119, 120, 121}. Le 18 novembre, au lendemain de la mort d'une manifestante, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner déclare à son sujet : « Cette dame devient une star médiatique [...] J'aimerais que Jacline, qui a appelé à se mobiliser et à désorganiser le pays au quotidien, assume ses responsabilités. »¹²²

Le 26 novembre 2018, un groupe de huit personnes issues de différentes régions où le mouvement est actif s'autoproclament « porte-paroles » afin de servir d'interlocuteur avec le gouvernement¹²³. Deux d'entre eux, Éric Drouet et Priscilla Ludosky, sont reçus le lendemain par le ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy ; peu satisfaits par cette rencontre, ils appellent à poursuivre la mobilisation¹²⁴. Alors que de nombreux Gilets jaunes s'inquiètent du risque de récupération politique et d'un manque de représentativité de ces « porte-paroles », Éric Drouet déclare qu'« aucune délégation n'a encore le rôle de représenter les Gilets jaunes »¹²⁵. Le 30 novembre, les huit représentants sont conviés pour une rencontre avec Édouard Philippe, mais seul un d'entre eux s'entretient avec le Premier ministre à Matignon ; la délégation des porte-paroles est alors considérée comme dissoute¹²⁶.

Utilisation du gilet jaune

À l'image du mouvement des Bonnets rouges, qui fut le signe de ralliement des opposants aux portiques écotaxe en 2013, le gilet de haute visibilité — dit « gilet jaune » — est utilisé comme symbole. Ce gilet, obligatoire en France dans tous les véhicules (y compris dans les véhicules à deux ou trois roues à moteur ou quadricycles à moteur non carrossés)¹²⁷, est dans ce cas placé au dessus du tableau de bord ou sur la plage arrière afin d'être visible de l'extérieur du véhicule.



Gilets jaunes sur une voiture, près de Chambéry en Savoie.

Parallèle avec le passé

Ce mouvement contre l'augmentation des taxes et des impôts peut évoquer les jacqueries de l'Ancien Régime et le poujadisme des années 1950, qui mobilisait les classes moyennes et

s'articulait autour d'une révolte fiscale^{128, 129}. Cependant, selon Alexis Spire, sociologue au [CNRS](#), le mouvement se distingue du poujadisme : « Les Gilets jaunes n'appellent pas à attaquer les dépôts de carburant pour faire le plein gratuitement. C'est plutôt le constat que l'argent public est mal utilisé. Que l'argent ne va pas là où il devrait aller : dans le maintien de la petite gare, du centre de Trésor public, du bureau de poste, de la gendarmerie »¹¹².

Popularité du mouvement

Sondages

Dès ses débuts, le mouvement est largement soutenu par la population, en particulier par les catégories populaires et les habitants des communes rurales et petites agglomérations^{130, 131}. Une majorité de sondés appellent le gouvernement à abandonner son projet de hausse de taxes sur les carburants, qui ne sont pas perçues comme ayant pour finalité la transition énergétique^{130, 132, 133}.

Une enquête [Odoxa](#) conduite les 21 et 22 novembre fait état d'une bonne image des Gilets jaunes, malgré les débordements dont les médias se font l'écho¹³⁴. Ils sont ainsi considérés comme « populaires » (81 %), engagés dans une « lutte pour l'intérêt général » (78 %), « courageux » (77 %) et « non-violents » (62 %)¹³⁴. Les sympathisants du parti présidentiel, [La République en marche](#), ne rejettent pas massivement le mouvement et apparaissent divisés¹³².

Alors que le gouvernement mise sur un essoufflement de la contestation, l'adhésion de la population au mouvement se renforce au fil du temps, 84 % des sondés jugeant le mouvement justifié au 28 novembre 2018 selon l'institut Odoxa¹³².

Tableau récapitulatif des positions vis-à-vis du mouvement

Question	Avant le 17 nov.	17-23 nov.	24-30 nov.
Trouve le mouvement justifié (Odoxa)	78 % ¹³⁵ ; 74 % ¹³⁶	77 % ¹³⁷	84 % ¹³²
Se reconnaît dans les revendications (BVA)	-	72 % ¹³⁸	-
Soutien/sympathie à l'égard de la mobilisation (Elabe)	73 % ¹³⁹	70 % ¹⁴⁰	75 % ¹³³
Soutien/sympathie à l'égard du mouvement (Ifop)	71 % ¹⁴¹ ; 69 % ¹⁴²	66 % ¹⁴³	71 % ¹⁴⁴
Soutien au mouvement (OpinionWay)	65 % ¹⁴⁵	64 % ¹⁴⁶	66 % ¹⁴⁷
Approuve le mouvement (BVA)	65 % ¹⁴⁸	-	-
Souhaite la poursuite du mouvement (BVA)	-	59 % ¹³⁸	-
Souhaite la poursuite du mouvement (Elabe)	-	-	69 % ¹³³
Souhaite la poursuite du mouvement (Odoxa)	-	66 % ¹³⁷	-
Se reconnaît dans le mode d'action (BVA)	-	46 % ¹³⁸	-
L'exécutif doit annuler les hausses de taxes (Odoxa)	-	82 % ¹³⁷	79 % ¹³²

Couverture médiatique

En France

De nombreux [quotidiens régionaux](#) évoquent le mouvement au travers de leur [une](#), et cela, dès le 15 novembre, afin de signaler à leurs lecteurs les principaux lieux de blocages prévus le surlendemain.

[Valeurs actuelles](#) du 15 novembre 2018 publie une couverture présentant la [Marianne](#) du tableau d'Eugène Delacroix *La Liberté guidant le peuple* (symbole de la République mais aussi de la [révolution de 1830](#)) revêtue d'un gilet jaune, avec un slogan barrant le bas de la page de couverture : « Ras le bol fiscal ! »¹⁴⁹. [Marianne](#) publie le même jour une couverture présentant un rassemblement de personnes portant un gilet jaune avec la mention « Ce peuple qui pue le diesel », et présente le mouvement dans ses pages intérieures¹⁵⁰.

À l'étranger

Aux États-Unis, [CNN](#) évoque les manifestations du 17 novembre en France en insistant sur le nombre de victimes et sur les critiques visant Emmanuel Macron^{151, 152}. Le président [Donald Trump](#) évoque les manifestations dans un tweet, les qualifiant de « grandes et violentes » et s'en servant pour maintenir la pression commerciale exercée sur Emmanuel Macron et l'Union européenne¹⁵³.

En Allemagne, [Die Welt](#) et la [Süddeutsche Zeitung](#) évoquent la rupture entre les classes moyennes et la classe dirigeante¹¹³.

En Italie, le [Corriere della Sera](#) affirme que les Français ne sont pas insensibles à la question écologique et que la protestation vise notamment Emmanuel Macron, « perçu comme un nouvel [aristocrate](#), éloigné des problèmes de la population commune »¹¹³.

Au Royaume-Uni, [The Times](#) précise dans un article que le gouvernement français a été pris de court par le mécontentement qui a circulé sur les réseaux sociaux contre la gestion du président de la République¹⁵⁴. [The Guardian](#) présente le mouvement des *yellow vests* en tant qu'organisation non officielle et sans leader¹⁵⁵.

Réactions vis-à-vis du mouvement

Le gouvernement français a lancé le 13 novembre 2018 une nouvelle campagne de communication sur la lutte contre la [pollution atmosphérique](#), inspirée des campagnes anti-tabac des années précédentes. Cette campagne débute quatre jours avant la journée de mouvement global de blocage des Gilets jaunes. Questionné par l'[AFP](#), un conseiller gouvernemental confirme que cette campagne a été volontairement lancée durant cette période⁵¹.

Le professeur de philosophie Éric Deschavanne considère qu'au-delà de cette décision politique d'augmenter le prix des carburants pour contribuer à la [transition énergétique](#), il est important de savoir si le gouvernement français va réussir à maîtriser le mécontentement qu'elle entraîne, compte tenu du risque de récupération populiste de ce mouvement spontané¹⁵⁶.

Le [Corriere della Sera](#) estime que le mécontentement a « des causes plus profondes qu'une prétendue insensibilité écologique des Français »¹¹³.

Classe politique

Selon plusieurs enquêtes journalistiques, les protagonistes de ce mouvement ne sont pas affiliés à des syndicats ou des partis politiques¹⁵⁷.

Mais rapidement, le mouvement est soutenu par des dirigeants de partis politiques comme [Marine Le Pen](#) ([Rassemblement national](#)), [Jean-Luc Mélenchon](#) ([La France insoumise](#)) et [Laurent Wauquiez](#) ([Les Républicains](#))^{159, 160, 161}. [Libération](#) évoque une tentative de récupération politique du mouvement par des partis politiques, tout en affirmant que l'initiative est partie de « l'Internet vrai » et non de la « [fachosphère](#) »¹⁶².

Les Gilets jaunes divisent notamment à gauche¹⁶³. Si certains d'entre eux affichent leur compréhension ou soutien au mouvement, la plupart ne cautionnent pas le blocage des routes¹⁶⁴.

Le 21 novembre 2018, en soutien au mouvement, le député non-inscrit [Jean Lassalle](#) porte un gilet jaune à l'[Assemblée nationale](#), entraînant une suspension de la séance et une retenue sur ses indemnités parlementaires^{165, 166}. [Jean-Hugues Ratenon](#), élu [FI](#) pour [La Réunion](#), brandit cinq jours plus tard un gilet jaune à la tribune ; sa prise de parole est arrêtée par une suspension de séance^{167, 168}. [Nicolas Hulot](#), ancien ministre de la Transition écologique et solidaire sous la présidence Macron, déclare le 22 novembre : « Les gens savent que le [kérosène](#) des avions n'est pas taxé, que le [fioul lourd](#) des cargos n'est pas taxé. Pas besoin d'être un Gilet jaune pour s'en indigner. »¹⁶⁹.

Pour dénouer la crise, fin novembre, le Rassemblement national réclame la dissolution de l'Assemblée nationale tandis que Les Républicains demandent à Emmanuel Macron de soumettre à référendum le plan de transition écologique qu'il a présenté le 27 novembre précédent¹⁷⁰.

Syndicats professionnels

Les principaux syndicats professionnels de salariés refusent de s'associer directement au mouvement. Selon [Laurent Berger](#), secrétaire général de la [CFDT](#), le 12 novembre, sur France Info : « Ces blocages, tout le monde a compris qu'ils sont récupérés politiquement par l'extrême droite. »¹⁷¹. [Philippe Martinez](#), secrétaire général de la [CGT](#), ne s'associe pas au mouvement du 17 novembre pour éviter toute récupération politique¹⁷². Il est cependant relevé des initiatives locales de la part de responsables de la CGT en contradiction avec les directives confédérales, comme celle de Jean-Claude Zaparty, secrétaire départemental de la CGT des [Pyrénées-Orientales](#), qui déclare aux journalistes de [L'Indépendant](#) : « Nous, on veut bien être « récupérés » par les Gilets jaunes »¹⁷³.

Le 20 novembre 2018, [FO Transport](#) appelle « en solidarité avec le mouvement citoyen Gilets jaunes, [...] tous [ses] militants, adhérents et sympathisants à participer et organiser toutes actions visant à revendiquer l'augmentation du pouvoir d'achat »¹⁷⁴. La veille, plusieurs syndicats, dont le [FNTR](#), ont appelé le gouvernement « à prendre ses responsabilités » soit en entamant un processus de négociation avec les Gilets jaunes, soit en faisant respecter la liberté de circulation des opérateurs économiques. Ils ajoutent qu'ils interviendront pour préserver les intérêts des transporteurs et la sécurité de leurs personnels si le gouvernement n'agit pas¹⁷⁵.

Le 21 novembre 2018, la [CGT Douanes](#) annonce le dépôt d'une plainte contre les Gilets jaunes de [Flixecourt](#) pour [injure](#), [diffamation](#) et [incitation à la haine raciale](#) après plusieurs incidents¹⁷⁶.

Célébrités médiatiques



En France, l'automobiliste possède un certain « poids électoral », qui est revendiqué par des mouvements associatifs¹⁵⁸.

Alors que le monde culturel se montre plutôt réticent à soutenir le mouvement, plusieurs personnalités expriment leur soutien aux Gilets jaunes¹⁷⁷. C'est notamment le cas de l'ancienne actrice [Brigitte Bardot](#), de l'humoriste [Patrick Sébastien](#), des comédiens [Franck Dubosc](#) et [Arnaud Ducret](#), des chanteurs [Michel Polnareff](#) et [Pierre Perret](#) ou encore des rappeurs [Jul](#) et [Kaaris](#)^{178, 179, 180}. L'émission *Touche pas à mon poste*, présentée par [Cyril Hanouna](#), leur offre une tribune, s'attirant les critiques de l'exécutif¹⁸¹.

Associations

 Article connexe : [Transition écologique](#).

Au sujet de l'application de la [taxe carbone](#), des [ONG](#) écologistes déplorent l'incohérence du gouvernement. Selon ces organisations¹⁸², « la juste mesure entre l'accélération de la transition écologique et l'impératif de justice sociale reste à trouver. »

Opposants

Parallèlement à l'appel au mouvement sur un [réseau social](#) en ligne, les opposants se mobilisent également sur ce même réseau, dans un contre-mouvement initié par un partisan de [La République en marche](#) et massivement partagé sur les réseaux sociaux sur le web, avec plus de 40 000 tweets le 13 novembre 2018, soit dix fois plus que celui des Gilets jaunes à la même date¹⁸³.

Les associations bretonnes Vélo utile et Agir pour le climat 22 désirant se faire entendre, pour marquer leur désapprobation face au mouvement des Gilets jaunes, reprennent le slogan « Essence trop chère ? Changez de pompe ! », lancé plusieurs mois avant par l'association rennaise Rayons d'Action, afin de promouvoir, de façon humoristique, l'usage de la bicyclette en ville^{184, 185}.

Le 17 novembre 2018, une contre-manifestation de cyclistes, organisée par ces associations aura lieu le même jour dans les rues de [Saint-Brieuc](#), préfecture du département des [Côtes-d'Armor](#)¹⁸⁶. Des manifestations similaires, à l'appel d'autres associations de cyclistes locales, sont notamment prévues, ce même jour, dans les communes de [Lons-le-Saunier](#) ([Jura](#)), [Tours](#) ([Indre-et-Loire](#)) et [Nantes](#) ([Loire-Atlantique](#))¹⁸⁷.

Revendications liées au prix des carburants

 Articles connexes : [Prix des carburants en France](#) et [Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques](#).

Évolution du prix des carburants

La protestation débute à la fin du mois d'octobre 2018 avec une [pétition en ligne](#). Ses auteurs s'insurgent alors contre une hausse jugée excessive des prix des carburants à la pompe sur douze mois, et affirment que cette hausse est due à l'augmentation des taxes¹⁸⁸.

Selon l'[Union française des industries pétrolières](#), le prix du litre de sans plomb 95 ([SP95-E10](#)) et de [gazole](#) a augmenté de respectivement 14 % et de 22 % entre octobre 2017 et octobre 2018. D'après elle, cette hausse est aux deux tiers imputable à l'augmentation du cours mondial du pétrole et à un tiers à l'augmentation fiscale^{189, 190}.

Évolution des taxes

Les taxes perçues sur la vente de carburant sont :

- la [taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques](#) (TICPE), calculée en proportion des volumes vendus. Son montant est donc indépendant du prix du pétrole. La TICPE inclut depuis 2014 une [composante carbone](#), dont le montant augmente chaque année et dont l'objectif est d'envoyer un [signal-prix](#) pour faire baisser progressivement la consommation d'énergies fossiles. La TICPE du gazole augmente également chaque année dans le but de rapprocher sa fiscalité de celle de l'essence ;
- la [taxe sur la valeur ajoutée](#) (TVA), calculée sur la somme du prix hors taxes et du montant de la TICPE. Son taux est stable à 20 % depuis 2014, après avoir été à 19,6 % entre 2000 et 2014.

Les protestataires reprochent au [second gouvernement d'Édouard Philippe](#) de ne pas infléchir la trajectoire d'augmentation de la taxe carbone prévue dans le projet de loi de finances 2018 pour la période 2018-2022¹⁹¹, afin d'amoindrir l'effet de la forte augmentation du prix du pétrole.

La semaine précédant le 17 novembre, le prix de l'essence sans plomb a baissé de 0,05 €/L et le prix du diesel a baissé de 0,03 €/L, en raison des fluctuations du prix du [baril de Brent](#)¹⁹².

Ce mouvement protestataire à l'égard du prix des carburants concerne essentiellement des particuliers, car un certain nombre de professions et d'activités bénéficient d'exonérations partielles ou totales de la TICPE¹⁹³.

La hausse du prix des carburants hors taxe tend à accroître les recettes de la TVA perçue sur ce produit, alors que les recettes de la TICPE sont déjà incluses dans ce prix.

Réponses de l'exécutif

Face à la montée en puissance du mouvement dans les médias, le [Premier ministre, Édouard Philippe](#), réaffirme, le 14 novembre 2018, qu'il ne reviendra pas sur la hausse prévue des taxes sur les carburants, mais annonce trois mesures en faveur des ménages les plus modestes et des gros rouleurs¹⁹⁴. Ces mesures sont précisées le même jour par le [ministre de la Transition énergétique et solidaire, François de Rugy](#)¹⁹⁵ :

- la [prime à la conversion](#), jusqu'alors d'un montant de 1 000 € pour les ménages imposables et 2 000 € pour les ménages non imposables, doit passer à 4 000 € pour les 20 % de Français les plus modestes, ainsi que pour les ménages non-imposables qui habitent à une distance supérieure à 30 km de leur lieu de travail (qu'ils soient salariés ou indépendants). Édouard Philippe affirme que la mesure permettra « d'acheter un véhicule neuf ou d'occasion »¹⁹⁶. La prime passerait également de 2 500 € à 5 000 € dans le cas de l'acquisition d'une [voiture hybride](#)¹⁹⁷ ;
- le chèque énergie, qui s'est substitué en 2018 aux tarifs sociaux de l'énergie, ciblait la première année de son entrée en vigueur quatre millions de ménages aux revenus modestes pour payer des factures pour tout type d'énergie ou pour financer des travaux de [rénovation énergétique](#)¹⁹⁸. D'un montant de 150 € par foyer en 2018, il devra passer comme prévu à 200 € en 2019, mais devrait bénéficier à 2,2 millions de personnes supplémentaires¹⁹⁹ ;
- le système d'indemnités kilométriques serait élargi aux gros rouleurs, à partir de soixante kilomètres par jour, pour les petites cylindrées (4 CV), « qui consomment peu ou ne polluent pas ». Ces aides au transport seraient défiscalisées et exonérées de [cotisations sociales](#)



Le Premier ministre, [Édouard Philippe](#), et le ministre de la Transition écologique et solidaire, [François de Rugy](#).

patronales, de même que celles au [covoiturage](#). L'État laisserait ces aides à la charge des collectivités et des entreprises.

La presse internationale se montre critique à l'égard de la réaction de l'exécutif, qui campe sur ses positions¹¹³. En particulier, *Die Welt* considère que le gouvernement « a commis plusieurs grosses erreurs », notamment « en justifiant l'augmentation des taxes par la seule protection de l'environnement, bien que la majeure partie des recettes serve un objectif différent »¹¹³.

Emmanuel Macron s'exprime le 27 novembre 2018, lors de la présentation de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il annonce plusieurs mesures s'inscrivant dans le cadre de la transition énergétique et ne fait pas de concession aux Gilets jaunes en matière de taxes²⁰⁰.

Le 27 novembre 2018, face à la poursuite du mouvement et alors que l'exécutif avait précédemment exprimé son refus d'entamer toute négociation, le ministre de la Transition écologique et solidaire, [François de Rugy](#), reçoit deux représentants deux Gilets jaunes ; à l'issue de la réunion, ces derniers ne se montrent pas convaincus et le ministre indique que les revendications exprimées « vont très au-delà des questions de la transition écologique »^{201, 202}. [Édouard Philippe](#) convie huit des porte-paroles autoproclamés le 30 novembre, mais seuls deux d'entre eux se rendent à Matignon, dont un qui refuse l'entretien en raison de l'opposition du Premier ministre à la retransmission de la rencontre sur les réseaux sociaux^{203, 204}.

Autres revendications

Des manifestants appellent à la démission du président Emmanuel Macron^{205, 206, 207, 208}.

Le 29 novembre 2018, la délégation auto-proclamée des Gilets jaunes communique une liste comportant une quarantaine de revendications. Outre des réclamations dans le domaine des transports (fin des hausses des taxes sur le carburant automobile, mise en place d'une taxe sur le fuel maritime et le [kérosène](#)), cette liste comprend des demandes en matière sociale (augmentation du SMIC à 1 300 euros, retour à l'[âge légal de départ à la retraite](#) à 60 ans, abandon de l'[impôt retenu à la source](#)), sociétale ou encore institutionnelle^{209, 210}.



Gilet jaune à [Bavilliers](#) en [Territoire de Belfort](#), le 24 novembre.

Dans une tribune publiée par [Le Journal du Dimanche](#) du 2 décembre 2018, un collectif nommé "*Gilets jaunes libres*" dit se tenir à la disposition du Premier ministre. Ce collectif regroupe 10 personnes, dont plusieurs personnalités médiatiques qui ont émergé avec le mouvement comme Benjamin Cauchy, Jacline Mouraud ou encore Christophe Chalençon. Ceux-ci proposent au gouvernement l'ouverture d'[États généraux](#) de la [fiscalité](#), la mise en place d'une conférence sociale nationale, l'organisation plus fréquente de [référendum](#) sur les grandes orientations [sociales](#) et sociétales ou encore la [proportionnelle](#) pour les [élections législatives](#).²¹¹

Conséquences

Bilan humain

Deux personnes meurent dans le cadre des manifestations :

- Au [Pont-de-Beauvoisin \(Savoie\)](#), le 17 novembre 2018, une conductrice d'un [4x4](#), qui emmenait sa fille chez le pédiatre, est arrêtée à un barrage de manifestants. Elle redémarre ensuite, accélère et force sur une manifestante, Chantal Mazet (63 ans)^{212, 213, 214}. Après le visionnage des images d'une caméra de [vidéosurveillance](#), le parquet déclare qu'il était « impossible de qualifier l'acte d'involontaire ». Elle est [mise en examen](#) pour « [violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner](#) [avec [arme par destination](#)] »²¹⁵.
- Le 19 novembre, dans la Drôme (sur la [N7](#)), un motard remontant une file de voitures bloquées par un barrage percute une camionnette franchissant une ligne continue pour faire demi-tour. Il meurt le lendemain²¹⁶.

Par ailleurs, plusieurs automobilistes ont forcé des barrages, renversant des manifestants ou des membres des forces de l'ordre^{217, 218, 219}. Au 21 novembre 2018, un total de quelque sept cents personnes sont blessées²²⁰.

Bilan économique

Selon le PDG de [Vinci Autoroutes](#), les dégâts en France s'élèvent à plusieurs millions d'euros au 21 novembre 2018²²¹. Dans le département du [Nord](#), le président du [conseil départemental](#), [Jean-René Lecerf](#), annonce un demi-million d'euros de dégâts à la suite d'[enrobés](#) fondus sur les chaussées²²².

Le 24 novembre 2018, lors du rassemblement sur l'avenue des Champs-Élysées, plusieurs enseignes, restaurants et automobiles sont la cible de violences. Du mobilier urbain est également dégradé et des barricades sont dressées²²³. Le préjudice est estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros (plus d'un million d'euros pour la boutique [Dior](#))^{224, 225}.

Le 1^{er} décembre 2018, dans Paris, des magasins sont à nouveau vandalisés et des voitures incendiées par des [casseurs](#)^{96, 97}.

Aspects politiques

Lors du mouvement, les sondages indiquent une baisse à des niveaux records de la cote de popularité du président de la République, Emmanuel Macron, et du Premier ministre, Édouard Philippe^{226, 227}. Les médias relient ce phénomène aux Gilets jaunes, majoritairement soutenus par l'opinion^{228, 134}.

Extension de la manifestation aux pays voisins

Au sein de l'Union européenne, le diesel a augmenté en moyenne de 12,7 % entre le 1^{er} janvier et le 22 octobre 2018. Plus particulièrement, il a augmenté de 14,4 % en [Belgique](#) et de 16,5 % en [Allemagne](#)²²⁹.

Allemagne

Le 25 novembre 2018, quelque 160 personnes forment une chaîne sur le [pont de l'amitié](#), à la frontière franco-allemande²³⁰. Des manifestations de Gilets jaunes ([allemand](#) : *gelbe Westen*) ont également lieu à [Nuremberg](#), [Munich](#), [Stuttgart](#) et à [Berlin](#)²³¹.

Belgique

Le 16 novembre 2018, à la veille du premier jour de mobilisation des Gilets jaunes français, des automobilistes [belges](#) décident de lancer le mouvement dans leur pays en bloquant l'accès à

quelques sites de stockage d'essence, principalement en [Wallonie](#), mais sans bloquer les routes principales²³².

La mobilisation se poursuit la semaine suivante²³³. Le 25 novembre, des blocages ont encore lieu sur les routes de Belgique, notamment sur différents points de la frontière avec le [Luxembourg](#)^{234, 235}.



Un gilet jaune sur un toit à [Mouscron](#), Belgique.

Bulgarie

En Bulgarie, le mouvement avait commencé plus tôt, mais rejoint le mouvement français : des Bulgares utilisent des gilets jaunes et bloquent des routes aux frontières avec la [Grèce](#) (à [Kulata \(bg\)](#)) et avec la [Turquie](#) ([Kapitan Andreevo](#) et [Lesovo \(bg\)](#)). Les manifestants s'opposent à la hausse du carburant et demandent la démission du gouvernement^{236, 237}.

Pays-Bas

Aux [Pays-Bas](#), une cinquantaine de personnes se réunissent le 1^{er} décembre 2018 à [Maastricht](#) et [La Haye](#). Trois personnes sont arrêtées^{238, 239}.

Manifestations similaires

En France

Le [premier choc pétrolier](#) (1973) fait passer le prix du baril de 3 à 10 dollars puis le [deuxième choc pétrolier](#) (1978) à 35 dollars. Le premier mouvement de protestation massif entraînant un blocage du pays ou de certains secteurs d'activités se produit alors en 1980, avec au départ une mobilisation du [secteur de la pêche](#)²⁴⁰. Au fur et à mesure des fluctuations du [baril](#) et donc des [prix](#) à la pompe apparaissent de nouvelles manifestations qui, au-delà de l'aspect du prix des carburants, traduisent souvent d'autres difficultés : 1995, 2000, 2004, 2008²⁴¹.

La France a connu d'autres manifestations spontanées similaires. Des « [opérations escargot](#) » ont été organisées dans les années 1970. En juillet 1992, un mouvement de ce genre est mis en place pour protester contre l'instauration du permis à points²⁴². Le mouvement des Gilets jaunes est parfois comparé à celui des [Bonnets rouges](#), qui fut le signe de ralliement des opposants aux portiques écotaxe en 2013. Toutefois, selon [Béatrice Giblin](#), directrice de la revue [Hérodote](#), cette comparaison est peu pertinente dans la mesure où le mouvement des Bonnets rouges « avait été pris en main par des vrais [leaders](#), comme le [maire](#) de [Carhaix](#), ou les grands patrons de Bretagne »²⁴³.

Au Royaume-Uni

 Article connexe : [Manifestations contre le prix de l'essence au Royaume-Uni](#).

Notes et références

Notes

- a. ↑ En effet, en [euros constants](#) 2017, le prix de l'essence à la pompe, qui était de l'ordre d'1,60 € en 1960, est descendu puis monté jusqu'à près d'1,80 € en 1979-1980, puis redescendu avant de remonter assez régulièrement jusqu'au-dessus d'1,60 € au début des années 2010, avant de redescendre jusque vers 1,40 € en 2017^{1, 2, 3}.

- b. † Sur la base de prix moyen de 1,45 €/l pour le gazole et de 1,53 €/l pour le super en mai 2018.
- c. † En septembre 2012, celui-ci s'engage à « changer des modes de prélèvement [pour] peser sur les choix, taxer moins le travail, plus les pollutions ou les atteintes à la nature, dissuader les mauvais comportements, encourager les innovations, stimuler les recherches, accélérer les mutations »
- d. † Lors de la [Conférence environnementale de 2012](#), le gouvernement décide d'établir une « feuille de route » sur le sujet. Pour cela, cinq tables rondes sont organisées avec pour thèmes la [transition énergétique](#), la [biodiversité](#), les [risques sanitaires](#), la [fiscalité écologique](#) et la [gouvernance environnementale](#)
- e. † Parmi cette catégorie, se trouve une part non négligeable de retraités assujettis au nouveau taux de la [CSG](#) sur leur pension.

Références

1. † [Évolution du prix de l'essence en France \(1960-2007\)](#) [\[archive\]](#).
2. † [\[1\]](#) [\[archive\]](#).
3. † [Érosion monétaire](#) [\[archive\]](#).
4. † « [Carburants : paye-t-on vraiment plus cher qu'il y a 40 ans ?](#) » [\[archive\]](#), sur *le site de la chaîne de télévision France Info*, 6 novembre 2018 (consulté le 29 novembre 2018).
5. † « [Prix du carburant: l'essence plus chère en 2018 ou en 1980 ?](#) » [\[archive\]](#), sur *le site du quotidien France-Soir*, 9 novembre 2018 (consulté le 29 novembre 2018).
6. † dépêche AFP, « [Prix à la pompe : la part du brut, la part des taxes](#) » [\[archive\]](#), sur *le site du magazine Le Point*, 16 novembre 2018 (consulté le 23 novembre 2018).
7. † Adrien Sénécat, « [Prix du carburant : la France n'est pas championne d'Europe des taxes](#) » [\[archive\]](#), *Les décodeurs*, sur *le site du quotidien Le Monde*, 7 novembre 2018 (consulté le 1^{er} décembre 2018).
8. † « [Structuration des prix de l'essence et du gazole en France](#) » [\[archive\]](#), sur *le site de la fondation d'entreprise Alcen pour la connaissance des énergies*, 17 juillet 2018 (consulté le 27 novembre 2018).
9. † Rémi Duchemin, « [Hausse des carburants : quelle part revient vraiment à la transition écologique ?](#) » [\[archive\]](#), sur *le site de la chaîne de radio Europe 1*, 5 novembre 2018 (consulté le 23 novembre 2018).
10. † Stéphanie Senet (2013), *[L'OCDE appelle à réformer la fiscalité écologique](#)* [\[archive\]](#) ; Journal de l'Environnement ; article daté 2013-02-20, consulté le 22 novembre 2018.
11. † [Certaines entreprises suivent le mouvement ; La transition écologique pousse les entreprises à des alliances inédites](#) [\[archive\]](#), La tribune, 2013-02-12
12. † Rachida Boughriet, « [la France se dote d'une nouvelle Stratégie nationale pour la transition](#) [\[archive\]](#) », *Le Monde*, 2015 (consulté le 22 novembre 2018).

Voir aussi

Bibliographie

- sous la coordination de Thomas Renaud, Laurence Rioux, *France, portrait social - Édition 2018*, Paris, Insee, 21 novembre 2018, 272 p. ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#))
- N. Guisse - S. Hoibian, *Les Français et leurs territoires : vécus et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics*, Paris, Crédoc, novembre 2017, 141 p. ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#))

Articles connexes

- [Mouvement social en France](#)
- [Prix des carburants en France - Consommation de carburant par les voitures](#)
- [Opération escargot](#)

Sur les autres projets Wikimedia :



[Mouvement des Gilets jaunes](#), sur Wikimedia Commons



[Mouvement des Gilets jaunes](#), sur Wikinews